

Suisse

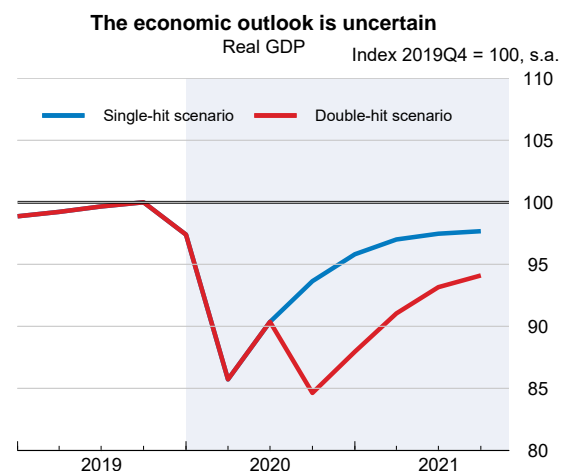
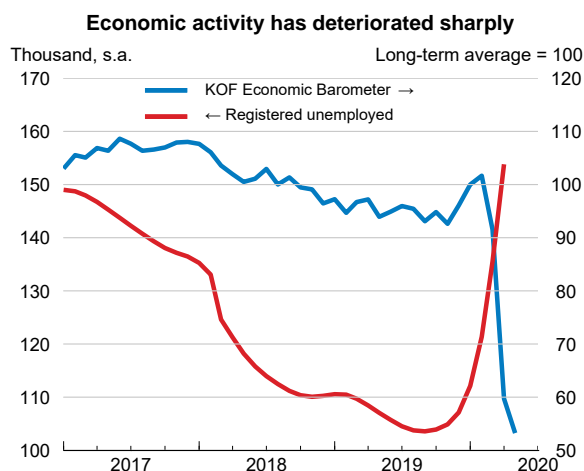
La pandémie de COVID-19 a déclenché un important recul de la production. Même si le confinement a duré moins longtemps que dans beaucoup d'autres pays, la consommation privée et l'investissement se sont effondrés. Le PIB devrait diminuer de 10 % en 2020 en cas de résurgence du virus plus tard dans l'année et de 7.7 % si la vague de la pandémie se calme durant l'été. Dans le scénario de deux chocs successifs, la demande intérieure ne se redressera que lentement en raison de l'effritement de la confiance. La consommation privée sera en outre affectée par la hausse du chômage. Dans le scénario du choc unique, la demande intérieure devrait rebondir plus rapidement. Dans un cas comme dans l'autre, les exportations ne repartiront que lentement à la hausse en raison d'une demande extérieure toujours faible, alors que le chômage augmentera à mesure que le recours aux dispositifs de chômage partiel refluera.

La politique monétaire est restée accommodante, avec des taux d'intérêt négatifs. La dette publique peu élevée procure une marge de manœuvre budgétaire pour aider encore les entreprises, en particulier les PME, si la reprise se fait attendre. Il sera nécessaire de proposer des formations aux travailleurs peu qualifiés. L'avènement des outils numériques est nécessaire pour renforcer les services électroniques, notamment les téléconsultations médicales, et améliorer la productivité. Une plus forte mobilisation sera indispensable pour amplifier l'utilisation des technologies numériques et encourager l'éducation et la formation continues des catégories de population les plus fragilisées par les effets de la transformation numérique.

Des mesures de confinement de grande envergure ont été mises en œuvre

Le premier cas de COVID-19 a été enregistré le 25 février et le virus s'est rapidement propagé ensuite. Aucun canton n'a été épargné, mais ceux de Genève, du Tessin, de Vaud et du Valais ainsi que la ville de Bâle ont été les plus durement touchés. Les autorités ont réussi à contenir les pressions croissantes sur le système de santé. Pour repérer les goulets d'étranglement du côté de l'offre et y remédier de manière ciblée, le Conseil fédéral a coordonné la réplique avec les cantons, en leur imposant notamment de rendre compte régulièrement des stocks de médicaments et biens médicaux importants, comme les ventilateurs, les tests de dépistage, les masques chirurgicaux et les blouses de protection.

Suisse



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n 107 ; Secrétariat d'État aux Affaires économiques ; Institut KOF.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934139974/>

Suisse : Demande, production et prix (scénario de deux chocs successifs)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Current prices CHF billion	Percentage changes, volume (2010 prices)				
Switzerland: double-hit scenario						
GDP at market prices	661.6	1.9	2.7	1.0	-10.0	2.3
Private consumption	353.2	1.3	1.0	1.3	-8.9	3.0
Government consumption	79.4	1.2	0.3	1.3	1.7	0.5
Gross fixed capital formation	158.2	3.5	1.1	1.0	-9.8	-0.2
Final domestic demand	590.7	1.8	0.9	1.2	-7.8	1.8
Stockbuilding ¹	- 5.7	-0.1	-0.1	-1.1	-0.9	0.0
Total domestic demand	585.0	1.7	0.8	-0.1	-9.0	1.9
Exports of goods and services	435.0	0.0	2.9	0.6	-9.7	1.9
Imports of goods and services	358.4	-0.5	-0.3	-1.2	-8.1	0.9
Net exports ¹	76.6	0.3	2.0	1.0	-2.1	0.8
<i>Memorandum items</i>						
GDP deflator	—	-0.6	0.3	0.4	0.3	0.9
Consumer price index	—	0.5	0.9	0.4	-0.2	0.5
Core inflation index ²	—	0.3	0.5	0.4	0.1	0.5
Unemployment rate (% of labour force)	—	4.8	4.7	4.4	5.7	6.6
General government financial balance (% of GDP)	—	1.2	1.4	1.2	-7.1	-4.3
General government gross debt (% of GDP)	—	42.9	41.1	40.0	46.1	50.5
Current account balance (% of GDP)	—	6.4	8.2	12.2	5.5	5.2

1. Contributions to changes in real GDP, actual amount in the first column.

2. Consumer price index excluding food and energy.

Source: OECD Economic Outlook 107 database.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138815/>

En raison de la propagation du virus COVID-19, le pays a été déclaré en « situation extraordinaire » en application de la Loi sur les épidémies, ce qui a signifié que le Conseil Fédéral a pu ordonner seul, sans consulter les 26 cantons, de certaines mesures et imposer le confinement. À partir de la mi-mars, tous les établissements scolaires ont été fermés et tous les citoyens, en particulier les personnes vulnérables, ont été invités à rester chez eux. Le Conseil fédéral a interdit toutes les manifestations publiques ou privées et ordonné la fermeture de tous les bars, les restaurants, les salles de sport et enceintes sportives et les espaces culturels. Des contrôles ont été réinstaurés à toutes les frontières du pays. Seules les personnes de nationalité suisse, celles ayant un permis de séjour dans la confédération ou celles qui doivent voyager pour des raisons professionnelles – travailleurs frontaliers – ont été autorisées à entrer en Suisse. Plusieurs restrictions ont été assouplies après le 26 avril et un certain nombre d'établissements scolaires ont rouvert.

L'économie a été durement frappée

De nombreux secteurs économique ont été gravement affectés par le confinement, notamment le tourisme, l'hôtellerie et la restauration, les ventes au détail et le secteur de la culture. À l'inverse, le secteur pharmaceutique, qui représente 30 % de la valeur ajoutée de l'industrie, a résisté. En dépit de la mise en

place de dispositifs de chômage partiel, le nombre personnes sans emploi a considérablement augmenté. Le baromètre économique du KOF a atteint son plus bas niveau depuis début 2009. La confiance des consommateurs s'est effondrée, ce qui freinera le redémarrage de la consommation privée et de l'investissement.

L'appréciation du taux de change effectif du franc suisse s'est poursuivie durant le confinement.

Suisse : Demande, production et prix (scénario du choc unique)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Current prices CHF billion	Percentage changes, volume (2010 prices)				
Switzerland: single-hit scenario						
GDP at market prices	661.6	1.9	2.7	1.0	-7.7	5.7
Private consumption	353.2	1.3	1.0	1.3	-6.8	6.5
Government consumption	79.4	1.2	0.3	1.3	1.8	0.9
Gross fixed capital formation	158.2	3.5	1.1	1.0	-7.7	4.4
Final domestic demand	590.7	1.8	0.9	1.2	-5.9	5.2
Stockbuilding ¹	- 5.7	-0.1	-0.1	-1.1	-1.0	0.0
Total domestic demand	585.0	1.7	0.8	-0.1	-7.1	5.3
Exports of goods and services	435.0	0.0	2.9	0.6	-7.6	4.2
Imports of goods and services	358.4	-0.5	-0.3	-1.2	-6.7	2.9
Net exports ¹	76.6	0.3	2.0	1.0	-1.5	1.2
<i>Memorandum items</i>						
GDP deflator	–	-0.6	0.3	0.4	0.3	0.9
Consumer price index	–	0.5	0.9	0.4	-0.2	0.5
Core inflation index ²	–	0.3	0.5	0.4	0.1	0.5
Unemployment rate (% of labour force)	–	4.8	4.7	4.4	5.7	6.4
General government financial balance (% of GDP)	–	1.2	1.4	1.2	-6.1	-1.1
General government gross debt (% of GDP)	–	42.9	41.1	40.0	45.3	46.7
Current account balance (% of GDP)	–	6.4	8.2	12.2	6.5	6.1

1. Contributions to changes in real GDP, actual amount in the first column.

2. Consumer price index excluding food and energy.

Source: OECD Economic Outlook 107 database.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138834>

D'amples mesures ont été prises pour soutenir l'économie

Un large plan de 72 milliards CHF (soit 10.2 % du PIB) a été lancé pour aider les entreprises à survivre durant le confinement et pour soutenir l'emploi. Une partie de cette aide se compose de garanties de l'État (à concurrence de 100 %) sur les prêts souscrits par les entreprises en difficulté. Aucun intérêt moratoire n'est dû par les entreprises en cas de paiement tardif de la TVA, des droits de douanes et d'impôts à la consommation spéciaux. Les entreprises et les travailleurs indépendants peuvent également bénéficier d'un report temporaire et sans intérêt du paiement des cotisations d'assurance sociale. De plus, le dispositif d'indemnisation pour perte de revenu liées aux mesures de lutte contre le coronavirus a été mis en œuvre pour compenser la perte de revenus encourue par les salariés et les travailleurs indépendants mis dans l'incapacité d'exercer leur activité. Pour amortir l'impact sur l'emploi, le dispositif de chômage partiel en vigueur en Suisse a été étendu, les procédures administratives ont été assouplies et la participation des entreprises aux dépenses de santé a été temporairement suspendue. La durée de versement des allocations chômage a été prolongée pendant la crise. En outre, la Banque nationale suisse (BNS) a mis à disposition une facilité de refinancement COVID-19 pour soutenir la capacité des banques à financer les prêts qu'elles ont accordés dans le cadre du plan COVID-19. De plus, elle a annoncé qu'elle mettrait à

disposition des liquidités dans le cadre des accords de swap élargis conclus avec d'autres banques centrales.

La reprise s'annonce lente

Dans l'éventualité d'une résurgence du virus plus tard dans l'année, l'impact économique serait plus grave, se caractérisant par une augmentation du nombre de faillites, une plus forte hausse du chômage et un recul plus important de l'investissement. Le PIB se redressera en 2021, en hausse de 2.3 %, sous l'impulsion de la consommation. Dans le scénario du choc unique, le rebond sera plus rapide avec une croissance de 5.7 % du PIB en 2021 alors que les dispositifs de chômage partiel amortiront l'impact sur le chômage. Dans les deux scénarios, l'asthénie de la reprise des principaux partenaires commerciaux et la vigueur de la monnaie freineront les exportations. Les risques de divergence par rapport aux prévisions sont orientés à la baisse. Une nouvelle appréciation de la monnaie ralentirait encore le redressement attendu des échanges. Si l'incertitude persiste, les investissements des entreprises ne redémarreront que lentement. Une détérioration de la dette des entreprises et des ménages, conjuguée à des taux d'intérêt très faibles, entraînerait un accroissement des risques dans le secteur financier. En revanche, un retour plus dynamique de la croissance en Europe serait positif pour les exportations. En outre, l'économie pourrait bénéficier des bons résultats du secteur pharmaceutique.

Un soutien budgétaire temporaire plus important serait nécessaire

Les marges d'assouplissement de la politique monétaire, déjà très accommodante depuis plusieurs années, sont plus que limitées. En dépit de l'ampleur des dépenses publiques engagées pour faire face à la crise, le niveau peu élevé de la dette publique procure une certaine latitude pour procéder à un nouvel assouplissement de la politique budgétaire afin de soutenir les entreprises, en particulier les PME et les start-ups, si la reprise se faisait attendre. Il pourrait aussi être indispensable de mobiliser davantage de ressources financières et de proposer plus de formations pour faire face à la hausse du chômage. Le Conseil fédéral devrait se préparer à mettre en œuvre d'autres mesures encore pour relancer l'économie et stimuler la confiance dans les perspectives d'avenir. L'adoption des technologies numériques, notamment dans les petites et moyennes entreprises, favoriserait la reprise. Pour cela, il faudra proposer davantage de formations aux demandeurs d'emploi et recourir à des aides publiques pour encourager l'éducation et la formation continues des catégories de la population les plus fragilisées par les effets de la transformation numérique.